

LES DOSSIERS DE CENTRE INFO



CONGRÈS DES RÉGIONS DE FRANCE 2019 LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI



En partenariat avec



RÉGIONS
DE FRANCE

Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République


Centre Inffo
PRÉSENTE

UHFP

L'UNIVERSITÉ D'HIVER DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE

**LES 29, 30 ET 31
JANVIER 2020
À BIARRITZ**

*La compétence
à la portée de tous !*

**LES INSCRIPTIONS
sont ouvertes !**

<https://uhfp.centre-inffo.fr/>

DEVENEZ PARTENAIRE DE LA 17^E UHFP : ♦ Guillaume Fournier > 01 55 93 92 01 ♦ Mirjana Maravic > 01 55 93 91 90
www.centre-inffo.fr
uhfp@centre-inffo.fr

RÉGIONS DE FRANCE, CENTRE INFFO ET LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Régions de France et Centre Inffo poursuivent leur partenariat débuté depuis plusieurs années, à travers notamment l'information des élus dans le champ de la formation et de l'orientation professionnelles.

Ce partenariat se traduit également par la réalisation de dossiers illustrant les thématiques abordées au cours du Congrès de Régions de France. Cette coopération s'inscrit pour Centre Inffo dans le cadre de sa mission de service public et de sa contribution au débat public concernant l'emploi, la formation professionnelle, mais aussi l'orientation.

Cette année, le congrès, accueilli par la Région Nouvelle-Aquitaine, a pour titre "Ma Région agit pour moi". Deux thématiques seront en particulier éclairées au travers de deux dossiers.

Pour l'un, l'orientation, un champ de compétences régional étendu, avec la mission désormais confiée aux Régions, d'information sur les métiers et les formations, au service de l'orientation et de l'évolution professionnelle tout au long de la vie vers un public élargi aux lycéens, collégiens, apprentis, étudiants.

Pour l'autre, la formation des demandeurs d'emploi ou l'action menée par les Régions permettant le rapprochement des demandeurs d'emploi des entreprises, à travers les expérimentations qui cherchent à répondre aux besoins en compétences des entreprises et à proposer des parcours de formation adaptés pour les demandeurs d'emploi.

Ce document présente un certain nombre d'initiatives ou politiques portées par les Régions françaises en matière d'emploi, représentant notamment la mise en relation des demandeurs d'emploi formés ou en formation professionnelle et les entreprises "recruteurs" et également leur engagement croissant via les déclinaisons des pactes régionaux d'investissement pour les compétences pour le financement des formations déployées pour les demandeurs d'emploi.

Ce dossier a été réalisé par Centre Inffo en collaboration étroite avec Régions de France, dans le cadre de leur partenariat.

Coordination pour Centre Inffo : Régis Roussel et Nathalie Legoupil (département Régions-Europe-International). Recherche documentaire : Emmanuelle Herpin. Adaptation et mise en page : Sandy Brunel et François Boltz. Impression : Claudie Carpentier et Alain Reverdy.

Nous remercions vivement les Régions d'avoir participé à l'alimentation de ce document.

Le magazine *des acteurs* de la *formation professionnelle*



Tous les produits de la formation
sont disponibles sur la boutique en ligne
boutique.centre-info.fr

Abonnement et renseignements :
Tél. : 01 55 93 91 91
1 an d'abonnement à *Info formation* (tarif 2019)
France métropolitaine : 190,00 € HT, 193,99 € TTC
Tarifs DROM et autres, nous contacter



Publicité Centre Info

S O M M A I R E

P. 04 • AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

“Nos talents, nos emplois”, une plateforme pour recruteurs et futurs recrutés

P. 05 • BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

La Région Bourgogne-Franche-Comté double la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

BRETAGNE

La “Prépa projet”, premier dispositif du Pacte régional d’investissement dans les compétences en Bretagne

P. 07 • CENTRE-VAL DE LOIRE

Conventions Défi : quand la Région forme des chômeurs à des métiers qui peinent à recruter

P. 08 • CORSE

78 jeunes et adultes formés aux métiers de la fibre cette année en Corse

P. 09 • GRAND EST

Trait d’union, la plateforme pour améliorer le retour à l’emploi

P. 10 • GUADELOUPE

L’Épic Guadeloupe Formation ouvre 3 000 places de formation

ÎLE-DE-FRANCE

Région Île-de-France : projet de campus pour les métiers de l’aéronautique

P. 11 • LA RÉUNION

Cap Création : Créer “son propre emploi” pour être “l’acteur de son entreprise”

NORMANDIE

Un partenariat avec la branche professionnelle de la mode

P. 13 • NOUVELLE-AQUITAINE

L’expérimentation “Recruter”

OCCITANIE

Formation : la Région adopte son nouveau dispositif Innov’Emploi

P. 15 • PAYS DE LA LOIRE

Le Plan de bataille régional pour l’emploi en action

PROVENCE-ALPES-CÔTE D’AZUR

Le dispositif “Un parrain, un emploi”

“Nos talents, nos emplois”, une plateforme pour recruteurs et futurs recrutés

La plateforme “Nos talents, nos emplois” met en relation les sortants de formation professionnelle et les recruteurs, avec de multiples services à la clé.

L'objectif de la plateforme web lancée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, intitulée “Nos talents, nos emplois”, est évident : il s'agit de mettre en relation de la manière la plus directe possible les recruteurs et ceux qui sortent d'une formation professionnelle (au sens large, de la formation initiale à la formation continue en passant par les étudiants et les sortants de formations sanitaires et sociales). Le lancement de ce nouvel outil en juillet 2018 a remporté son tout premier pari, 300 recruteurs s'étant inscrits et 1000 personnes issues de différentes formations ayant déposé leur CV, fin novembre 2018.

aussi bien déposer gratuitement des offres d'emploi et créer des recherches de profils susceptibles de répondre à leurs besoins de recrutement. Que l'on soit dans la position de celui qui cherche un emploi ou dans celle du responsable d'entreprise qui recrute, la plateforme offre donc une palette large de services pratiques : se créer un profil utilisateur, entrer ou consulter des CV, être alerté sur des offres correspondant aux recherches effectuées... Pour les organismes de formation, elle permet de suivre le devenir de leurs sortants.

30 000 offres d'emploi en ligne

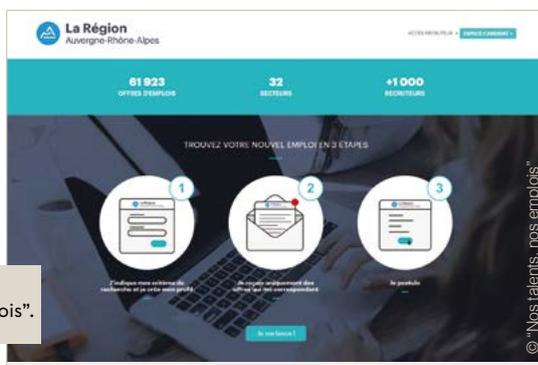
Pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le lancement de cette plateforme répondait à plusieurs exigences : participer à l'insertion des sortants de formation, accompagner les entreprises sur leur recrutement, et disposer d'un outil de suivi des sortants de formation et des recherches de profils des employeurs. “Nos talents, nos emplois” est accessible depuis le site de la Région sur la rubrique emploi ou, directement, au lien suivant : <https://nostalentsnosemplois.auvergnerhonealpes.fr>.

La plateforme permet, pour les sortants de formation, d'être informés d'environ 30 000 offres en ligne. Stéphanie Pernod-Beaudon, vice-présidente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes déléguée à la formation professionnelle et à l'apprentissage, conclut : “C'est un formidable outil de mise en relation entre les besoins des employeurs et la main d'œuvre formée et qualifiée de notre Région.”

Région Auvergne-Rhône-Alpes, décembre 2018

+ D'INFOS www.auvergnerhonealpes.fr/actualite/429/23-nos-talents-nos-emplois-une-plateforme-pour-recruteurs-et-futurs-recrutes.htm

Plateforme “Nos talents, nos emplois”.



Déposez votre CV dans la CVthèque !

Les offres d'emploi sont proposées par Pôle emploi, Meteojob et les recruteurs eux-mêmes en direct, s'ils le souhaitent. Pour celles et ceux qui cherchent un emploi, la plateforme permet de consulter un flux d'offres conséquent. Mieux, un espace dédié, la CVthèque, a ainsi été créé de manière à permettre à chacun de déposer son CV en ligne. Les CV enregistrés dans la CVthèque peuvent bien sûr être consultés par les employeurs intéressés, eux-mêmes pouvant

La Région Bourgogne-Franche-Comté double la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Réunis en assemblée plénière, le 29 mars 2019, les conseillers régionaux ont décidé de doubler la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

15 millions seront notamment destinés à renforcer les aides régionales pour les stagiaires de la formation professionnelle. *“Nous sommes la première région française à aller aussi loin dans les aides”,* s'est félicitée Océane Charret-Godard, vice-présidente en charge de la formation continue. Les efforts sont en effet exceptionnels, la rémunération de stage étant doublée. Un demandeur d'emploi avec moins de six mois d'activité salariée va voir sa rémunération passer de 350 euros à 652 euros. 8 600 personnes devraient en bénéficier. L'aide sera complétée par le triplement de la bonification des prises en charge pour les déplacements, et d'une aide forfaitaire à l'entrée en formation de 200 euros. L'augmentation des rémunérations devrait concerner 10 800 bénéficiaires pour un montant global de 11 millions d'euros en année pleine. Le triplement de l'indemnité transport concernera les déplacements compris entre 15 et 250 km ; cette bonification devrait intéresser

2 000 bénéficiaires pour un montant de 640 000 euros en année pleine. Un octroi d'un complément de rémunération sera effectué sous la forme d'une aide forfaitaire de 200 euros à l'entrée dans certaines formations agréées à la rémunération ou à la protection sociale ; la Région souhaite ainsi “permettre le financement de nouveaux frais liés à l'entrée en formation, notamment déplacement, garde d'enfants...”. Cet octroi devrait s'appliquer à 15.500 bénéficiaires pour une enveloppe de 3,1 millions d'euros en année pleine. Soit, en tout, 15 millions d'euros par an de soutien au pouvoir d'achat de ces stagiaires.

“ L'augmentation des rémunérations devrait concerner 10 800 bénéficiaires ”

Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté
2 avril 2019

+ D'INFOS www.bourgognefranchecomte.fr

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

La “Prépa projet”, premier dispositif du Pacte régional d'investissement dans les compétences en Bretagne

Après le lancement du Pacte régional d'investissement dans les compétences, le 14 décembre 2018, la Région Bretagne a déjà permis à une cinquantaine de personnes éloignées de l'emploi de retrouver les motivations de se former à de nouveaux métiers.

Georgette Bréard, vice-présidente à la formation de la Région Bretagne, a entrepris le 25 avril 2019, à

Lorient (Morbihan), un tour de Bretagne pour rencontrer des stagiaires et des formateurs de prestations réalisées dans le cadre du

BRETAGNE

Pacte régional d'investissement dans les compétences. Elle a été reçue par l'association Agora services, qui propose des actions de formation "Prépa projet", pour permettre à des personnes éloignées de l'emploi d'explorer différents métiers en vue d'une formation qualifiante. À cette occasion, elle a souligné l'importance "d'élaborer son projet personnel pour pouvoir rentrer en formation".



Georgette Bréard, vice-présidente de la Région Bretagne, chargée de la formation, de l'apprentissage et de l'orientation

Ateliers de découverte

L'élue a pu rencontrer Sophie et Esther, deux des quelque 50 stagiaires reçus depuis janvier par Agora services et l'Ibep (Institut breton d'éducation permanente), les deux organismes chargés du dispositif à Lorient.

"Avant d'arriver ici j'étais inscrite à Pôle emploi, après avoir travaillé dans l'hôtellerie, la boulangerie et le maraîchage", a expliqué Sophie, âgée de 46 ans. "Grâce à la Prépa projet, j'ai pu effectuer plusieurs ateliers de découverte. J'ai suivi deux stages dans le secteur de la restauration collective, dans un lycée et chez Agora services, qui m'ont donné la volonté de me reconverter vers le métier d'agent polyvalent de restauration."

Souple dans son organisation, cette préparation peut être réalisée à temps partiel, en présentiel ou à distance. Elle offre un parcours sur mesure, adapté aux besoins de la personne et articulé autour d'atel-

iers de découverte des métiers. Elle est organisée en fonction des opportunités du bassin d'emploi du pays de Lorient et de l'évolution des secteurs d'activités.

"Je vais pouvoir à présent entamer une formation au Greta pour obtenir le titre d'agent de restauration en CAP", s'est réjouie Sophie.

Ne pas décourager

Georgette Bréard a insisté sur l'importance "de ne pas décourager les personnes" lors des premières phases de cette prestation. La Région Bretagne apporte un appui financier et logistique. Les stagiaires concernés peuvent obtenir un financement durant toute la prestation, entre 390 euros et 930 euros selon le quotient familial, cumulable avec le RSA ou l'allocation pour les personnes handicapées.

Pour Esther, 24 ans, ex-salariée dans la médiation sociale, ce soutien financier a été essentiel. Elle a dû interrompre sa prestation pour résoudre des difficultés personnelles, mais elle a continué à maintenir le contact avec ses accompagnateurs. Grâce à une plateforme numérique, un outil partagé d'accompagnement, de suivi et d'acquisition de compétences, elle a eu accès par Internet, aux contenus pédagogiques et au planning partagé avec les formateurs référents.

"Je n'avais pas de projet de formation au départ, et grâce à cet outil, j'ai pu découvrir plusieurs métiers, raconte la jeune femme. Malgré mes problèmes, j'ai pu continuer la prestation, pour finalement découvrir que je voulais tester le secteur de la pâtisserie."

La Région Bretagne lance actuellement une campagne d'information auprès du grand public autour de ce dispositif de formation.

Raphaël Baldos

Le Quotidien de la formation, 29 avril 2019

+ D'INFOS www.centre-info.fr/site-centre-info/actualites-centre-info/le-quotidien-de-la-formation/articles-2019/la-prepa-projet-premier-dispositif-du-pacte-regional-dinvestissement-dans-les-competences-en-bretagne

Conventions Défi : quand la Région forme des chômeurs à des métiers qui peinent à recruter

Dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (Pacte), la Région Centre-Val de Loire investit 40 millions d'euros dans la formation professionnelle pour l'année 2019. Parmi les nouveaux outils, une convention pour former des chômeurs à des métiers en manque de main-d'œuvre.

Le gouvernement le rappelle régulièrement : la formation professionnelle fait partie de ses priorités. Sur le quinquennat 15 milliards d'euros sont investis (le plan Pacte) pour former un million de jeunes et un million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés. Parmi cet investissement, les Régions sont chargées de l'utilisation d'une partie des crédits. Pour Centre-Val de Loire, Pacte représente 250 millions d'euros avec un objectif de 72 000 personnes formées à l'horizon 2022. Cette année, la Région mobilise 40 millions d'euros et met en place de nouveaux dispositifs : c'est le cas des conventions Défi.



Selon Virginie Coppens-Ménager, directrice régionale de Pôle emploi, "nous avons dans la région un nombre de chômeurs non qualifiés supérieur de deux points à la moyenne nationale [...], c'est à ce genre de public que ces conventions s'adressent". Une convention signée donc par Pôle emploi, la Région, la Chambre de commerce et d'industrie, la Mission

locale et puis, évidemment, l'entreprise qui recherche des postes. À Châteauroux, le 14 mai, c'était le cas d'Armatiss, société spécialisée dans le conseil clientèle à distance. "Les 15 personnes vont bénéficier d'une formation de trois mois et ensuite ils intégreront notre entreprise en septembre", se réjouit Farida Lyardet, la directrice. Armatiss a du mal à recruter, la faute à des confusions sur l'activité : "Les candidats

“ Pacte représente 250 millions d'euros, avec un objectif de 72 000 personnes formées ”

potentiels pensent que nous sommes un centre d'appel qui fait de la publicité qui dérange les gens le soir, alors qu'ici on fait du service clientèle", explique-t-elle. Mieux, les candidats sont souvent recrutés par d'autres sociétés car, selon Farida Lyardet, Armatiss est "reconnue localement pour la qualité de ses services". En tout le plan Pacte de l'État permet d'ouvrir 7 250 places de formations supplémentaires dès cette année.

Alexandre Berthaud

France Bleu Berry, 14 mai 2019

+ D'INFOS www.regioncentre-valde Loire.fr/accueil/lactualite-de-la-region-centre/actualites-emploi/les-cordees-du-territoire-a-lass.html
www.francebleu.fr/infos/economie-social/conventions-defi-quand-la-region-forme-des-chomeurs-a-des-metiers-qui-peinent-a-recruter-1557852899

CENTRE-VAL DE LOIRE

78 jeunes et adultes formés aux métiers de la fibre cette année en Corse

Dans le cadre de la délégation de service public relative à la mise en place du réseau très haut débit de la Corse "Corsica Fibra", 78 jeunes ont suivi une formation chez SFR.

Le 19 juillet 2019, une trentaine de jeunes et d'adultes formés aux métiers de la fibre optique ainsi que leurs formateurs et employeurs rencontrent, à l'Afpa de Corti, Gilles Simeoni, président du Conseil exécutif de Corse, Lionel Recorbet, président de Corsica Fibra, et Arthur Dreyfuss, secrétaire général de Altice France - SFR.

Gilles Simeoni, président du Conseil exécutif de Corse, Lionel Recorbet, président de Corsica Fibra et Arthur Dreyfuss, secrétaire général de Altice France - SFR ont rencontré le 18 juillet 2019 à l'Afpa de Corti une trentaine de jeunes et d'adultes formés aux métiers de la fibre optique, ainsi que leurs formateurs et employeurs. Différents ateliers techniques ont permis aux jeunes diplômés de montrer leurs savoir-faire et expertises aux représentants des institutions et aux entreprises invités : soudure de fibre, mesures, raccordement aérien. Cet



événement a également permis de revenir sur les parcours de chacun, depuis leur formation jusqu'à leur retour à l'emploi. À cette occasion, les certificats de compétences du titre professionnel "Installateur en réseaux de télécommunications" et les attestations de compétences acquises ont été délivrés à l'Afpa de Corti aux 17 stagiaires des deux dernières promotions. Par ailleurs, une première trousse à outils professionnelle leur a été offerte par la Collectivité de Corse et Corsica Fibra.

Fédérer un réseau de partenaires

Depuis la signature, en octobre 2018 entre la Collectivité de Corse et SFR, de la délégation de service public (DSP) en faveur du réseau très haut débit pour la Corse, les compétences dans les métiers de la fibre optique sont devenues essentielles au regard de l'immense chantier de construction de 160 000 prises FTTH d'ici fin 2023. La convention de DSP prévoit en effet la mise en œuvre d'une politique favorisant l'insertion par l'emploi et la formation.

C'est dans ce cadre que Corsica Fibra a fédéré un réseau de partenaires afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle en formant des personnels qualifiés qui viendront renforcer les équipes des entreprises en charge du déploiement de la fibre optique en Corse.

En partenariat avec SFR, l'Afpa de Corti et le CFA d'Ajaccio se sont engagés dans la mise en place d'un programme de formation spécifique grâce à la mobilisation de tous les acteurs et, notamment, de l'École de la deuxième chance (E2C) de Bastia, des Plombiers du numérique, de Pôle emploi, de l'Opca Constructys Paca-Corse, des Missions locales et des entreprises en demande.

Deux cycles de formation

Deux cycles de formation sont en place. L'un propose une formation au titre professionnel Installateur en réseaux de télécommunications, option Fibre optique, d'une durée de trois mois. Sa première session a débuté en octobre 2018 à l'Afpa de Corti, puis une seconde session s'est déroulée au CFA d'Ajaccio ce printemps 2019, et la troisième session se termine en juillet 2019 à l'Afpa de

●●● Corti. Trois nouvelles sessions sont prévues d'ici fin 2019. L'autre cycle favorise l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi sur la base d'un programme de remise à niveau fondé sur un corpus de compétences académiques et en lien avec la vie en entreprise. Il est dispensé par l'École de la deuxième chance (E2C) de Bastia et Les Plombiers du numérique. Ce programme permet ensuite d'intégrer la formation Installateur en réseaux de télécom-

“ Pour la Corse, les compétences dans les métiers de la fibre optique sont devenues essentielles ”

munications, option Fibre optique. L'ensemble des stagiaires a été sélectionné sur la base d'entretiens menés par Pôle emploi et les Missions locales.

Collectivité de Corse

18 juillet 2019

+ D'INFOS

- www.isula.corsica/Signatura-di-Corsica-Fibra--la-fibre-pour-toute-la-Corse-d-ici-2023_a465.html
- www.isula.corsica/78-jeunes-et-adultes-formes-aux-metiers-de-la-fibre-cette-annee-en-Corse_a885.html

SUITE • CORSE

Trait d'union, la plateforme pour améliorer le retour à l'emploi

Afin de permettre aux personnes formées par la Région Grand Est de trouver un emploi avant une formation, une solution a été mise en place par le biais du dispositif beta.gouv.fr.

Il existe un manque de visibilité et de lien entre les personnes formées et les entreprises qui recrutent.

D'un côté, 45 % des personnes formées par la Région n'ont pas trouvé d'emploi un an après. De l'autre, les entreprises ont des difficultés de recrutement : en 2018, sur 172 000 projets de recrutement, 46,7 % sont jugés difficiles alors qu'il y a 16,8 % de projets en plus par rapport à 2017 (chiffres BMO Pôle emploi).

Avec “Trait d'union” trouvez une formation et un emploi en même temps en 5 étapes :

1. Choisissez un emploi à côté de chez vous.
2. Passez quelques jours en immersion dans l'entreprise.
3. Ça matche entre vous ? L'entreprise s'engage à vous embaucher en fin de formation.
4. Partez en formation financée par la Région Grand Est.
5. Réalisez votre stage dans l'entreprise.

Commencez votre CDI ou CDD de plus de six mois à la fin de votre formation.

Une première version est disponible pour les demandeurs d'emploi qui résident à Metz.

Dans l'hémicycle de Grand Est, lors d'une rencontre avec les branches et les Opcva.



Oref Grand Est

23 mai 2019

+ D'INFOS

- <https://oref.grandest.fr/actualites/trait-dunion-la-plateforme-pour-ameliorer-le-retour-lemploi-des-demandeurs-demploi>

GRAND EST

GADELOUPE

L'Épic Guadeloupe Formation ouvre 3 000 places de formation

Guadeloupe Formation propose une offre de formations 2019 riche et variée dans les secteurs du développement durable, du numérique, de l'économie bleue et verte, du tourisme et du BTP.

Les formations de L'Épic Guadeloupe Formation sont accessibles à tous à travers divers niveaux de qualification (pré-qualification, qualification, parcours compétences). En plus de cette offre de formations, sa singularité réside dans l'accompagnement particulier de chacun des stagiaires,

de son orientation à son insertion vers l'emploi.

Cette offre est présentée sur le site Guadeloupeformation.com et les pages Facebook Guadeloupe formation et E2C Guadeloupe formation.

+ D'INFOS www.guadeloupeformation.com/formations/notre-offre/programmation-2018

ÎLE-DE-FRANCE

Région Île-de-France : projet de campus pour les métiers de l'aéronautique

L'Île-de-France constitue la première région aéronautique d'Europe : 105 000 emplois sont liés aux activités industrielles, et l'aéroportuaire totalise près de 130 000 emplois. Le soutien de la Région à la filière aéronautique, au cours des trois dernières années, s'élève à 30 millions d'euros.

La Région souhaite améliorer ses formations dans ce secteur en pleine expansion. Aussi a-t-elle engagé, avec les grands acteurs de la filière et les Rectorats, le projet de création d'un Campus des métiers et des qualifications autour de l'aéronautique.

“ Adapter l'offre de formation initiale et continue aux besoins des entreprises, du bac pro au doctorat ”

Véritable “cluster de la formation”, il réunira un ensemble d'acteurs (lycées, universités, écoles, entreprises, pôles de compétitivité) en vue d'adapter l'offre de formation initiale et continue aux besoins des entreprises, du bac pro au doctorat.



Au Bourget, lors du Salon international de l'aéronautique et de l'espace.

La Région soutient par ailleurs des centres de formation innovants comme le CampusFab (soutenu à hauteur de 1,6 million d'euros par la Région), qui comprendra un pôle sur la fabrication additive et une ligne d'usinage modèle permettant de former les jeunes aux problématiques de l'usine du futur en lien avec l'aéronautique.

Conseil régional Île-de-France
11 juin 2019

+ D'INFOS www.iledefrance.fr

Cap Création : Créer "son propre emploi" pour être "l'acteur de son entreprise"

Le 11 juin 2019, à l'Hôtel de Région, a eu lieu le lancement officiel de Cap Création par le président de Région, Didier Robert, accompagné par les différents opérateurs (CMAR, CCIR, Adie, Creasol, AD2R, Initiative Réunion, France Active Réunion, Coop-Union) intervenant sur le projet.

Après avoir récupéré les compétences de l'accompagnement à la création-reprise d'entreprise par la loi NOTRe du 7 août 2015, la Région Réunion et les partenaires économiques ont conçu un nouvel outil pour permettre l'accès à l'entrepreneuriat au public éloigné de l'emploi, nommé Cap Création. C'est un dispositif de proximité pour l'entreprise réunionnaise et l'emploi destiné aux demandeurs d'emploi, aux femmes voulant se lancer dans l'entrepreneuriat, aux potentiels entrepreneurs des Hauts de La Réunion, et au monde de l'entreprise sociale et solidaire.

Ce dispositif propose une offre souple et accessible de service pour l'entreprise à différents types d'avancement.

En amont du projet : aide à la structuration du projet, vérification de la capacité du futur chef d'entreprise à le mettre en œuvre (point de vue technique, humain, financier). Puis, élaboration des outils de prévisions

financières, aide à la réalisation du business plan, recherche de financements, mise en relation avec les financeurs.

En phase post-immatriculation ou démarrage d'activité : élaboration et mise en place d'une organisation administrative, d'une stratégie commerciale, d'outils de gestion et de tableaux de bord ; et accompagnement dans l'analyse des résultats.

Des chiffres peuvent témoigner la nécessité de ce dispositif régional pour le tissu économique local : 259 personnes sensibilisées, 236 personnes accueillies et orientées, 164 accompagnées vers la création-reprise, 66 créations-reprises.

Des actions seront menées par les différents opérateurs pour faire connaître et ouvrir le dispositif aux personnes éloignées de l'emploi et de la création.

Région La Réunion

juin 2019

+ D'INFOS www.regionreunion.com/actualite/toute-l-actualite/article/cap-creation-creer-son-propre-emploi-pour-etre-l-acteur-de-son-entreprise

LA RÉUNION

Un partenariat avec la branche professionnelle de la mode

Un accord de partenariat signé avec la branche professionnelle mode-habillement-maille fixe les objectifs et le plan d'actions que la Région et les acteurs de la filière ont décidé de porter ensemble dans les champs de l'orientation, de la formation et de l'emploi.

L'accord signé le 15 mai 2019 s'inscrit dans la volonté de la Région de contractualiser avec les branches professionnelles de Normandie afin d'identifier les enjeux en matière d'emplois et de compétences et d'y apporter des réponses adaptées par

l'évolution de l'offre de formations et la coordination des actions d'orientation.

Les réunions de travail engagées courant 2018-2019 avec les représentants de la branche mode-habillement - maille ont permis de définir des axes de collaborations. ●●●

NORMANDIE

Afin de répondre aux besoins de qualification générés par les mutations économiques, la branche sera consultée dans le cadre de l'évolution de l'offre de formation sous statut scolaire, par la voie de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue.

Le dispositif "Mode in Normandie" permet de mettre en valeur le savoir-faire et la créativité des lycéens normands. Financé à hauteur de 100 000 euros par la Région, il consiste, sous le parrainage d'un créateur de mode prestigieux, en l'organisation d'un défilé de mode par les élèves de première année de bac pro "Métiers de la mode-vêtements", ainsi que de conférences-tables rondes

entre les entreprises, professionnels de la mode, et les jeunes. Cette manifestation est l'aboutissement d'un projet pédagogique porté tout au long de l'année par les établissements associés au cours de laquelle sont créés, conçus et réalisés des tenues et accessoires sur la base d'un cahier des charges spécifique pour chaque édition.

“ La Région consacre plus de 530 millions d'euros pour permettre à chaque Normand de bâtir son avenir ”

La formation continue des salariés en entreprise

Des actions seront mises en place afin d'augmenter les compétences des salariés du secteur, mais aussi de développer les compétences attendues des futurs collaborateurs. Une fois par an, une réunion sera organisée avec les services de la Région Normandie, Normandie Habilleme/ Uric-Unimaille et Opcalia pour faire le bilan du nombre de salariés formés, analyser les types de formations dispensées, et adapter les offres de formation, notamment en direction

des demandeurs d'emploi (dispositif régional "Une formation, un emploi") afin de répondre aux besoins en compétences des entreprises et à l'évolution des métiers (numérique, sérigraphie industrielle, vêtements sur mesure, etc.).

Faciliter le rapprochement école-entreprise

Afin d'améliorer la relation orientation-formation-emploi différentes actions seront engagées : parrainage d'une école ou d'une section de formation par un chef d'entreprise, accueil de professeurs et de formateurs au sein des entreprises, stages en entreprises, témoignages de professionnels dans les classes, etc.

Un comité de pilotage se réunira une fois par an afin d'établir le bilan des actions et d'impulser les travaux stratégiques à mener dans le cadre de cet accord de partenariat.

Rencontre avec les apprentis

Avant cette signature, David Margueritte a souhaité rencontrer les apprentis du BTS Mode ouvert en septembre 2018 au lycée Jean Mermoz à Vire, en présence de Catherine Gourney-Leconte, conseillère régionale. La Région a, en effet, émis un avis favorable à l'ouverture de cette formation pour la rentrée scolaire 2018-2019, suite aux besoins de recrutement de niveau III (BTS) exprimés par les entreprises de la filière mode-habilleme. L'ouverture de ce BTS a nécessité des travaux d'aménagement du plateau technique à hauteur de 40 000 euros qui ont été financés par la Région. La Région Normandie consacre en 2019 plus de 530 millions d'euros pour permettre à chaque Normand de bâtir son avenir, réussir sa formation et son insertion professionnelle.

Région Normandie

15 mai 2019

+ D'INFOS www.normandie.fr/un-partenariat-avec-la-branche-professionnelle-de-la-mode

L'expérimentation "Recruter"

Impulsé par Alain Rousset, président de la Région Nouvelle-Aquitaine, un groupe de réflexion constitué de chefs d'entreprise, de Pôle emploi, d'organismes de formation et de la Région a proposé la création d'une équipe projet sur les territoires, en faveur des secteurs en difficulté de recrutement.

Les bassins d'emploi du Langonnais (33) et du Marmandais (47) ont été choisis comme territoires d'expérimentation. Composés majoritairement de PME et de TPE, les deux bassins doivent faire face à une double difficulté : la proximité de l'agglomération bordelaise et des métiers en difficulté de recrutement dans l'industrie (mécanique industrielle et transformation des métaux, etc.). L'expérimentation repose sur une action collective, tant transversale, avec l'implication des équipes techniques (Région, Pôle emploi, UIMM, entreprises), que partenariale, avec les acteurs institutionnels du territoire (CDC, Agglomération, Département, etc.). Mais aussi des personnes en recherche d'emploi ou stagiaires de la formation professionnelle. Les solutions doivent être apportées par tous.

Cette démarche a déjà permis à l'ensemble des participants de collaborer à l'élaboration d'une liste d'actions concrètes à mener sur le territoire pour accompagner les publics et les entreprises. Cette liste a été organisée en cinq thématiques regroupant 26 actions : Communication (Com), Orientation (Ori), Ressources humaines (RH), Technique (Tech) et Réseau partenarial (Reso).

Les premiers résultats sont d'ores-et-déjà à noter, tels que la mise en place d'un parcours de formation de CQPM "soudeur industriel", l'équipement des plateaux techniques, ou encore l'installation et la mise en relation de groupes témoins entreprises et personnes en recherche d'emploi.

Région Nouvelle-Aquitaine
septembre 2019

 www.nouvelle-aquitaine.fr

NOUVELLE-AQUITAINE

Formation : la Région adopte son nouveau dispositif Innov'Emploi

Réunis sous la présidence de Carole Delga, le 21 février à Toulouse, les élus de la commission permanente ont réaffirmé leur mobilisation pour l'emploi à travers l'adoption d'un nouveau dispositif régional en faveur du développement et de la modernisation de l'offre de formation.

S'appuyant sur le contrat de développement de la formation et de l'orientation professionnelle (CPRDFOP) et le Plan d'investissement dans les compétences (PIC), la Région Occitanie s'engage une nouvelle fois sur le terrain de l'emploi en lançant un tout nouveau dispositif intitulé "Innov'Emploi". Articulé autour de trois volets (recrutement, expérimentation et modernisation), ce dispositif a été pensé pour répondre aux be-

soins spécifiques de recrutement des entreprises du territoire et investir sur une offre de formation fondée sur les besoins de demain.

Innov'Emploi Recrutement

À travers le premier volet, la Région s'engage à prendre en charge 100 % des frais pédagogiques de formations ciblées, répondant à des besoins exprimés directement par des acteurs économiques du territoire, et préalables à une embauche. Ce

OCCITANIE

financement est conditionné à l'engagement écrit des entreprises à embaucher les demandeurs d'emploi à l'issue de la formation, et pour un contrat de plus de six mois.

Innov'Emploi Expérimentation

Le second volet vise à répondre aux besoins nouveaux des territoires, des publics et des entreprises en matière d'orientation, de formation et d'emploi, notamment par la mise en œuvre d'actions expérimentales non couvertes par les dispositifs de formation existants. Il pourra également répondre aux besoins de recrutement des entreprises par le financement d'actions de formations "sur mesure". Dans ce cadre la Région assurera



Carole Delga, présidente de la Région Occitanie - Pyrénées-Méditerranée.

la prise en charge des coûts pédagogiques ainsi que ceux d'ingénierie. Dans le cadre de ce dispositif, la Région vient d'attribuer une aide de 110 000 euros à Panorama. Cet organisme développe une approche renouvelée de la formation aux métiers de la restauration, en lien avec le chef étoilé Thierry Marx, dans le cadre d'un projet "Cuisine Mode d'emploi(s)" qui prévoit la formation de 60 stagiaires en 2019.

Innov'Emploi Modernisation

Afin d'anticiper les métiers de demain, cet ultime volet propose d'accompagner les organismes de formation dans la rénovation et la modernisation de leurs pratiques pédagogiques, notamment en intégrant les nouveaux usages liés au

“ Un outil sur-mesure pour répondre aux besoins en main-d'œuvre qualifiée ”

digital. En lançant cet ambitieux programme d'accompagnement, la Région entend donner aux organismes de formations et aux demandeurs d'emploi les moyens nécessaires pour faire face aux évolutions technologiques et faciliter le retour à l'emploi.

Répondre à leurs besoins présents et futurs

“Je suis convaincue que le développement d'une offre de formation professionnelle adaptée, proche des besoins de nos entreprises, est la clé pour offrir à nos habitants des perspectives d'emploi pérennes”, a déclaré Carole Delga, ajoutant : “Dans notre région, près de 14 000 offres d'emploi restent non pourvues chaque année. Ce nouveau dispositif que nous déployons offre aux entreprises un outil sur-mesure pour répondre à leurs besoins présents et futurs en main-d'œuvre qualifiée.” Innov'Emploi s'inscrit pleinement dans les objectifs énoncés dans le Pic, et pourra à ce titre être éligible aux financements prévus dans le cadre de ce programme, doté de 568 millions d'euros sur la période 2019-2022.

En 2019 la Région maintient un budget "offensif" pour l'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage, de plus de 500 millions d'euros, dont plus de 260 millions uniquement consacrés à la formation des demandeurs d'emploi.

Région Occitanie

21 février 2019

+ D'INFOS <https://www.laregion.fr/INNOV-EMPLOI-Volet-recrutement>

Le Plan de bataille régional pour l'emploi en action

En mars 2018, la Région lançait son Plan de bataille pour l'emploi, élaboré avec les acteurs économiques, les services de l'État et les partenaires sociaux.

Objectifs : aider les entreprises à recruter et les demandeurs d'emploi à se former aux métiers en tension près de chez eux.

“ L'entreprise est au cœur de la stratégie régionale en matière d'emplois”, explique

Christelle Morançais, présidente de la Région des Pays de la Loire. Artisans, commerçants, TPE, PME: ce sont eux qui créent l'emploi en Pays de la Loire. En soutenant leur développement, la Région agit sur le premier levier de l'emploi régional. La présidente poursuit : “Avec le Contrat de croissance entreprise, la Région propose une boîte à outils complète et sur-mesure pour accompagner les entreprises et artisans

ligériens à chaque étape-clé de leur développement : financement, innovation, export, recrutement...”

La Région a ainsi décidé de muscler son action pour aider les entreprises à trouver les compétences qui leur manquent. Des emplois, de nombreuses entreprises ligériennes en ont déjà créés et cherchent à les pourvoir.

Région Pays de la Loire
octobre 2018

+ D'INFOS www.paysdelaloire.fr/uploads/tx_oxcsnewsfiles/MAGPAY19_papBD.pdf

PAYS DE LA LOIRE

Le dispositif “Un parrain, un emploi”

Manque de réseaux, d'orientation... Les jeunes diplômés rencontrent bien souvent des difficultés pour s'insérer dans la vie professionnelle. Pour les aider à trouver un emploi, la Région propose le dispositif “Un parrain, un emploi”, en partenariat avec Pôle emploi.

En 2018, le dispositif “Un parrain, un emploi” a permis d'accompagner plus de 500 jeunes provençaux, alpins et azuréens qui ont été parrainés et près de 75 % d'entre eux ont trouvé un emploi à l'issue de leur parcours de parrainage. La Région souhaite répondre aux mêmes enjeux en 2019 en mettant en œuvre pour la seconde année consécutive cette opération en partenariat avec Pôle emploi.

Le parrainage s'adresse aux moins de 26 ans, titulaires d'un bac + 3 ou plus, inscrits à Pôle emploi. La Région les met en relation avec un professionnel de leur secteur d'activité qui les parrainera pendant six mois et leur apportera des conseils sur-mesure pour leurs démarches et leur réseau.

La Région porte le pilotage du dispositif et coordonne les initiatives menées sur l'ensemble du territoire régional. Elle assure également les actions de

communication dédiées à l'opération. Dans ce cadre, elle a renforcé son partenariat avec Pôle emploi.

L'intervention de cet opérateur porte sur trois champs distincts et complémentaires. D'abord, la mise en place d'un *sourcing* des jeunes diplômés afin de les orienter sur le dispositif. Puis, la mobilisation de 400 conseillers afin qu'ils encouragent les chefs d'entreprise qu'ils rencontrent à s'investir dans l'action de parrainage. Enfin, une offre de *coaching* à travers la mobilisation de 90 conseillers dédiés à l'accompagnement intensif des jeunes.

Région Provence-Alpes-Côte d'azur
2019

+ D'INFOS • www.maregionsud.fr/aides-et-appels-a-projets/detail/un-parrain-un-emploi • www.maregionsud.fr/agendas/detail/rencontres-adopteunparrain • www.cresspaca.org/storage/files/actualites_flyerentreprises_1parrain_1emploi_1523604603.pdf

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Glossaire

des dispositifs de formation

- ▶ **AAH** Allocation aux adultes handicapés
- ▶ **Accre** Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise
- ▶ **Adec** Action de développement de l'emploi et des compétences
- ▶ **AES** Attestation d'entrée en stage
- ▶ **Afaf** Aide aux frais associés à la formation
- ▶ **AFC** Action de formation conventionnée par Pôle emploi
- ▶ **AFPR** Action de formation préalable au recrutement
- ▶ **AI** Association intermédiaire
- ▶ **AIF** Aide individuelle à la formation
- ▶ **AIS** Attestation d'inscription en stage
- ▶ **Ani** Accord national interprofessionnel
- ▶ **APDE** Accord préservation développement emploi
- ▶ **ARE** Allocation d'aide au retour à l'emploi
- ▶ **Aref** ARE-Formation
- ▶ **ASP** Allocation de sécurisation professionnelle
- ▶ **ASS** Allocation de solidarité spécifique
- ▶ **Biaf** Bordereau individuel d'accès à la formation
- ▶ **CBC** Congé de bilan de compétences
- ▶ **CCDI** Contrat à durée déterminée d'insertion
- ▶ **CDII** Contrat à durée indéterminée intermittent
- ▶ **CDPI** Contrat de développement professionnel intérimaire
- ▶ **CEC** Compte engagement citoyen
- ▶ **CEC** Cadre européen des certifications
- ▶ **Cefa** Contrat emploi-formation agricole
- ▶ **CEP** Conseil en évolution professionnelle
- ▶ **CEP** Contrat d'études prospectives
- ▶ **CET** Compte épargne temps
- ▶ **CFP** Congé de formation professionnelle
- ▶ **CIR** Contrat d'intégration républicaine

- ▶ **CléA** Certificat de connaissances et de compétences professionnelles
- ▶ **CPA** Compte personnel activité
- ▶ **CPF** Compte personnel de formation
- ▶ **CPRDFOP** Contrat de plan régional de développement des formations et d'orientation professionnelles
- ▶ **CQP** Certificat de qualification professionnelle
- ▶ **CQPI** Certificat de qualification professionnelle interbranches
- ▶ **CVAE** Congé pour validation des acquis de l'expérience
- ▶ **Dima** Dispositif initiation en alternance
- ▶ **Dilf** Diplôme initial de langue française
- ▶ **DPC** Développement professionnel continu
- ▶ **EAO** Enseignement assisté par ordinateur
- ▶ **ECTS** Système européen de transfert des unités de cours capitalisables
- ▶ **Edec** Engagement de développement de l'emploi et des compétences
- ▶ **EMT** Évaluation en milieu de travail
- ▶ **EOD** Enseignement ouvert et à distance
- ▶ **EPP** Évaluation des pratiques professionnelles
- ▶ **Fest** Formation des salariés en situation de travail
- ▶ **FMC** Formation médicale continue
- ▶ **FNDMA** Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage
- ▶ **FOAD** Formation ouverte et à distance
- ▶ **FPC** Formation professionnelle continue
- ▶ **FPTLV** Formation professionnelle tout au long de la vie
- ▶ **GPEC** Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- ▶ **GPECT** Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales
- ▶ **IAE** Insertion par l'activité économique
- ▶ **Itaques** Itinéraire personnalisé d'accès à la qualification et au diplôme

- ▶ **Morea** Module de repréparation à l'examen par alternance
- ▶ **NSI** Certificat de navigation sur internet
- ▶ **ORE** Offre raisonnable d'emploi
- ▶ **Pacea** Parcours accompagnement contractualisé emploi autonomie
- ▶ **Pacte** Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière, et de la fonction publique de l'État
- ▶ **PEC** Parcours emploi compétences
- ▶ **Pro-A** Promotion par l'alternance
- ▶ **PSP** Plan de sécurisation professionnelle
- ▶ **PDPIE** Plan départemental pluriannuel pour l'insertion et l'emploi
- ▶ **PIJ** Projet initiative jeune
- ▶ **PMSMP** Période de mise en situation en milieu professionnel
- ▶ **PO** Programme opérationnel
- ▶ **POE** Préparation opérationnelle à l'emploi
- ▶ **POEC** Préparation opérationnelle à l'emploi collective
- ▶ **POEI** Préparation opérationnelle à l'emploi individuelle
- ▶ **PPAE** Projet personnalisé d'accès à l'emploi
- ▶ **PPP** Plan de professionnalisation personnalisé
- ▶ **PRAFP** Programme régional d'apprentissage et de formation professionnelle
- ▶ **R2F** Rémunération de fin de formation
- ▶ **RFPE** Rémunération formation de Pôle emploi
- ▶ **RNCP** Répertoire national des certifications professionnelles
- ▶ **RSA** Revenu de solidarité active
- ▶ **RSP** Régime public de rémunération des stagiaires
- ▶ **SCEOFP** Stratégie coordonnée en matière d'emploi, orientation et formation professionnelle
- ▶ **SEE** Stratégie européenne pour l'emploi
- ▶ **SMA** Service militaire adapté
- ▶ **SMV** Service militaire volontaire
- ▶ **VAE** Validation des acquis de l'expérience
- ▶ **VES** Validation des études supérieures

